

LA RÉDUCTION DE LA DETTE N'EST PAS UNE PRIORITÉ

Pour nous permettre de traverser la crise sanitaire en faisant le moins de victimes possible, nous avons les moyens de nous endetter.

Restreindre les dépenses en santé, les investissements dans les services publics, l'aide aux familles ou les mesures de soutien de l'économie au nom de la « gestion responsable des finances publiques » serait complètement irresponsable.

Un niveau d'endettement historiquement bas

Le montant de la dette importe peu. Ce qu'il faut plutôt regarder, c'est son poids par rapport à la taille de notre économie. Le ratio dette/produit intérieur brut (PIB) mesure ce poids.

Malgré la crise actuelle et le recours à des déficits pendant les prochaines années, le poids de la dette sur notre PIB sera comparable à ce que nous connaissions avant la précédente crise économique de 2008, et bien inférieur à la situation de la fin des années 90. **Des spécialistes en finances publiques de l'Université de Sherbrooke** estiment qu'après avoir grimpé à 50 % du PIB en 2020, le poids de la dette devrait recommencer à descendre dans les années suivantes.

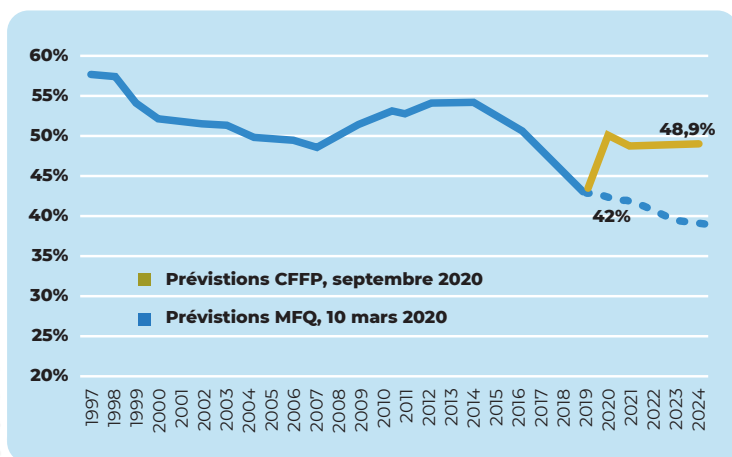
Le faible coût de l'endettement

Non seulement notre dette restera à des niveaux inférieurs à ceux des dernières décennies, mais le coût du paiement des intérêts de cette dette sera à son plus bas.

En 2000, les frais de la dette monopolisaient 14,3 % des revenus consolidés du gouvernement du Québec. Malgré la crise et les déficits à venir, nous ne devons consacrer que 7,2 % de nos revenus pour son remboursement. C'est le niveau le plus bas connu depuis 20 ans, à l'exception de 2019.

Rappelons que le paiement de la dette n'est pas du « gaspillage ». Il s'agit d'abord du paiement différé pour nos infrastructures publiques collectives. Comme nous devons près de 85 % de notre dette à des citoyennes et citoyens québécois et canadiens, **ces paiements représentent des revenus** pour ces derniers.

Évolution du ratio dette/PIB de 1997 à 2019 et prévisions jusqu'à 2024, au Québec



n



Source :

cette
tendance devrait se maintenir

L'endettement nécessaire

